

Cette résolution est restée en tête du feuilleton à peu près pendant toute la durée de la session. Presque tous les jours, quand les avis de motions étaient appelés, l'honorable député avait le privilège, s'il voulait en profiter, de proposer cette résolution. Et pourtant, du commencement à la fin de la session il était à son siège et il a décliné de défendre en Chambre les principes pour lesquels il a dépensé tant d'éloquence aujourd'hui. Il me semble qu'il a été détourné de le faire, non seulement par ses propres sentiments envers le Gouvernement, mais par la pression qu'ont fait sur lui les députés de la droite qui, tout en criant "Libre-échange", comme étant leur politique, pratique avec tant de persistance la protection. Mais, après tout, cette résolution proposée par l'honorable député de Moosejaw, était très modérée pour un homme qui s'affirme comme étant un libre-échangiste convaincu. C'est une résolution en faveur de laquelle chaque député de cette Chambre aurait pu voter. Nous pouvions tous admettre que ces questions devaient "être prises en sérieuse considération" par le Gouvernement. Le Gouvernement aurait pu les prendre en sérieuse considération et de nouveau nous aurions suivi la même vieille méthode et on aurait appliqué la même vieille politique.

Voici que l'honorable représentant de Moosejaw est mis à même de préconiser l'adoption et de voter en faveur d'un projet de résolution tendant au même but que son projet de résolution de l'an dernier, avec cette différence que le projet actuel est spécifique et porte sur l'article dont la classe agricole se sert le plus, sur l'article que parmi toutes les autres classes de la population elle utilise seule. Et cependant, bien qu'il ait parlé une heure et quart ou davantage, il n'a pas trouvé un seul mot à dire à l'appui de ce projet. Je ne me propose pas de parler longuement sur cette question, et cela surtout après que le représentant de Portage-la-Prairie (M. Meighen) a fait un plaidoyer si exceptionnellement habile et complet en faveur de la mesure. C'est au point qu'il aurait été absolument impossible d'y répondre; et c'est sans doute ce qui a engagé le représentant de Moosejaw à parler de toute autre chose que de la question dans l'espoir de détourner la Chambre de ce qui fait le sujet du débat.

Quant à moi, j'ai, à nombre de reprises, tant dans cette enceinte qu'au dehors, exprimé mes opinions à cet égard; et je ne me suis pas borné à faire connaître mes opinions, je les ai appuyées de mon vote. L'honorable député de Moosejaw ne saurait en dire autant; car, bien qu'il ait été à même de voter l'abaissement des droits sur les instruments agricoles, il s'y est déclaré hostile et a voté contre la mesure ou s'est abstenu entièrement de voter. Les cultivateurs, de leur côté,

M. LAKE.

ont très récemment fait connaître leurs vues à la députation relativement à la question du libre-échange et de la protection. Ils l'ont fait avec une habileté rare; et je pense que le député de Moosejaw aurait pu laisser la question au point où elle en était; les opinions de la classe agricole ont été exposées à la Chambre plus fortement et plus clairement, certes, qu'il n'a pu le faire lui-même; et la députation, si je ne me trompe, tient moins à connaître les vues de l'honorable député qu'elle ne tenait à connaître celles de la nombreuse délégation qui s'est présentée devant les ministres le mois dernier. A mon avis, le grand principe qu'il ne faut pas perdre de vue dans l'examen d'une question comme celle-ci, se trouve exposé dans la politique fiscale énoncée par le leader de la gauche dans ce qui est maintenant connu sous le nom de "programme de Halifax":

Un programme qui encouragera la production au Canada de tous articles et denrées utiles, susceptibles d'y être avantageusement produits ou manufacturés avec ou au moyen de nos ressources naturelles, eu égard dans la mesure voulue aux intérêts du consommateur aussi bien qu'aux justes prétentions de notre classe de salariés.

Notre pays est grand. Aucun autre ne le surpasse par l'immensité des ressources naturelles et notre Parlement devrait avoir pour but de légiférer de manière à stimuler le développement de ces ressources. Et je crois que nos ressources agricoles sont les plus grandes de toutes; dans aucun autre pays au monde, je pense, s'en rencontre-t-il une aussi inépuisable accumulation. Tout ce que nous pouvons faire pour venir en aide à l'agriculteur ne contribue pas seulement à augmenter la prospérité matérielle du pays, mais favorise le développement de toutes les autres diverses industries en assurant l'alimentation plus économique du journalier et de l'artisan. Sous les conditions actuelles, pour réussir dans l'agriculture, le cultivateur est tenu rigoureusement de s'assurer l'usage de machines agricoles dispendieuses. Cet outillage joue exactement à son égard le rôle de la matière première à l'égard du fabricant. Le cultivateur ne saurait avantageusement exploiter sa ferme s'il n'est pourvu des machines agricoles modernes. Vous venez en aide au fabricant en lui facilitant l'obtention de matières premières à bon compte; à plus forte raison, je considère qu'il est de votre devoir d'aider dans la même mesure—ou même dans une mesure beaucoup plus grande—le cultivateur qui tire parti de la classe la plus importante de nos grandes ressources naturelles. Et surtout, je suis d'avis que vous devriez lui assurer un régime qui lui permette de se procurer ces machines agricoles à bon compte; car je crois que vous pourriez le faire sans infliger de préjudice aux industries en vigueur dans